Sénégal. Entre tradition et évaluation

Études de cas

A. Racine Senghor

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1239>
DOI : 10.4000/ries.1239
ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005
Pagination : 36-38
ISSN : 1254-4590

Référence électronique

A. Racine Senghor, « Sénégal. Entre tradition et évaluation », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 40 | décembre 2005, mis en ligne le 17 novembre 2011, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1239> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1239>

Ce document a été généré automatiquement le 6 juillet 2021.

© Tous droits réservés

Sénégal. Entre tradition et évaluation

Études de cas

A. Racine Senghor

- 1 La première onde de choc sur le système éducatif sénégalais est constituée par les États généraux de l'éducation et de la formation en 1981. Toute la communauté nationale se penche alors sur ce corps atteint pour en comprendre le mal et dégager des pistes et des solutions. Les conclusions issues de ces travaux ont permis quelques corrections. Le système éducatif sénégalais est en pleine mutation depuis le lancement, en avril 2000, du programme EPT (éducation pour tous) par la communauté internationale. Une réflexion avait en effet été engagée deux années auparavant, qui avait abouti à la mise au point d'un Programme décennal de l'éducation et de la formation (PDEF) appuyé par la Banque mondiale et par tous les partenaires financiers de l'École. Il s'agit principalement de promouvoir de manière harmonieuse l'éducation au Sénégal au triple plan de l'accès, de la qualité et de la gestion. C'est donc à une reprise globale du système que les autorités du pays ont procédé du point de vue de la conception puis de la mise en œuvre.
- 2 La question de l'évaluation, bien sûr, occupe une place importante en tant que composante fondamentale de la qualité mais aussi en tant qu'instrument de mesure de l'évolution du programme décennal et du système éducatif. En quels termes se pose-t-elle ? Comment est-elle abordée ? Quels résultats en sont attendus ? Quels sont les résultats obtenus ?

Du contrôle des acquis des élèves

- 3 Il faut d'abord noter que, pour l'élémentaire autant que pour le secondaire, il y a encore des programmes disciplinaires et non un curriculum intégrateur. Celui-ci est en construction pour l'élémentaire mais son élaboration se heurte à diverses difficultés. Fondé sur les valeurs nationales et universelles et sur l'approche par les compétences, il devrait entrer en vigueur prochainement et de façon progressive.

- 4 Pour le moment, le contrôle des acquis des élèves se fait, comme traditionnellement, selon la formule des devoirs et autres interrogations écrites ou orales. Des compositions trimestrielles pour l'élémentaire et semestrielles pour le secondaire constituent les temps forts de ce contrôle. Pour le secondaire, elles s'accompagnent des résultats des contrôles continus qui intègrent les résultats finaux.
- 5 Des examens et concours sanctionnent la fin des cycles : le certificat de fin d'études élémentaires (CFEE), le concours d'entrée en sixième (organisé en fonction des places disponibles au collège, environ 40 % aujourd'hui), le brevet de fin d'études moyennes (ex BEPC), le baccalauréat.
- 6 La situation actuelle révèle des résultats globalement insuffisants, une faible efficacité du système. Les taux de redoublement restent élevés (15 % environ dans l'élémentaire). Les taux de réussite aux examens sont faibles (autour de 40 %). Ces résultats appellent des correctifs afin que le système soit plus performant, plus crédible et plus efficient.
- 7 Concernant les redoublements, il a été constaté qu'en dehors des problèmes réels liés aux effectifs pléthoriques, aux absences irrégulières et autres carences, il y a comme « une culture dans laquelle les enseignants considèrent normal de voir redoubler une certaine proportion d'élèves parmi les plus faibles » (CONFEMEN, 1999 ; Eisemon, 1997). Il existe ainsi une grande part d'arbitraire dans les décisions de redoublement.
- 8 Les mêmes études révèlent que le nombre d'années-élèves nécessaires pour produire un diplômé est très élevé, du fait justement de ces redoublements. « Parmi les élèves qui entrent en sixième, 83,3 % atteignent la dernière année de ce premier cycle secondaire, 47,2 % entrent dans le deuxième cycle et 34,8 % arrivent jusqu'en terminale. Il faut donc 8,6 années-élèves pour produire un diplômé du premier cycle du secondaire, soit deux fois plus que la durée théorique nécessaire. » Pour un bachelier, il faut 28 années-élèves au lieu des sept ans théoriques.
- 9 Il apparaît ainsi que le redoublement est excessivement coûteux, davantage en tout cas que, par exemple, la mise à disposition de manuels scolaires qui, eux, permet d'assurer des succès plus nets. La solution pourrait alors résider à la fois dans la satisfaction des carences diverses, dans la formation des maîtres, dans la reformulation des programmes ou curricula et dans des décisions hardies comme le passage automatique et/ou le redoublement seulement en fin de cycle.

De l'évaluation des apprentissages

- 10 Ces conclusions résultent d'enquêtes effectuées à large échelle. Celles-ci s'intéressent de plus en plus aux apprentissages et contribuent à apporter un éclairage particulièrement édifiant dans la conduite du Programme décennal de l'éducation et de la formation. C'est ainsi que plusieurs « structures » travaillent à produire des évaluations. Il s'agit entre autres du PASEC (Programme d'analyse des systèmes éducatifs des pays de la CONFEMEN), du SNERS (Système national d'évaluation des rendements scolaires) et de l'INEADE (Institut national pour le développement de l'éducation).
- 11 En 2003, l'INEADE a repris une évaluation des rendements scolaires des élèves au CP et du CE2. Il en ressort que « les objectifs évalués sont loin d'être maîtrisés (...). Environ 60 % des élèves (de CP) atteignent le seuil minimum de maîtrise, toutes disciplines confondues. Moins de 30 % atteignent le seuil désiré (75 %) ».

- 12 Pour ce qui est du CE2, « en français, un peu plus de la moitié des élèves atteint le seuil minimum de maîtrise, (contre) les deux tiers en mathématiques. Moins de 12 % atteignent le seuil désiré, toutes disciplines confondues ».
 - 13 La conclusion est lourde. « Dans toutes les disciplines, et quel que soit le niveau considéré, les résultats sont très faibles et reflètent une qualité des apprentissages très insuffisante. Les élèves, en fin d'étape, sont loin d'atteindre les capacités requises pour entamer des acquisitions nouvelles. »
 - 14 Auparavant, en 1999, le SNERS et le PASEC avaient travaillé sur « les variables contextuelles », « les mathématiques et les sciences », « le français oral/écrit. » Ces travaux ont été vulgarisés à travers des livrets pédagogiques publiés par l'INEADE.
 - 15 De même a été menée en 2004 une évaluation des expériences tests du Programme décennal, les « initiatives pour le développement de la lecture à l'école et dans la famille » et « l'introduction des langues nationales à l'école. »
 - 16 Les évaluations menées jusqu'ici intéressent particulièrement l'élémentaire, mais elles vont s'étendre au secondaire afin d'avoir une vue du système dans sa globalité.
 - 17 Aujourd'hui, le problème est davantage d'installer, à tous les niveaux du système, une véritable culture de l'évaluation, car une massification inéluctable des effectifs est en cours avec un taux brut de scolarisation voisin de 80 %. Par ailleurs on est, au Sénégal, un peu à la croisée des chemins. Il faut introduire du nouveau sans tout bouleverser de but en blanc ; réformer intelligemment en procédant par touches progressives sur une échelle de dix ans ; garder constamment à l'esprit les principes généraux du PDEF – « promouvoir une école performante où tous les apprenants sont aidés à réussir et à aller le plus loin possible dans les apprentissages » – et accorder une attention particulière à « la mise en place d'un curriculum pertinent, d'un dispositif d'évaluation et de remédiation ».
-

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire statistique, ministère de l'Éducation, DEPRE, 2004.

Rapport PASEC, CONFEMEN, 1999.

Rapport Eisemon, 1997.

CAILLODS Françoise, *Le financement de l'enseignement secondaire : enjeux et perspectives*, SEIA, Dakar, 2004.

Rapports INEADE, Dakar, 2004.

Rapports SNERS, Dakar, 2004.

Documents du PDEF, ministère de l'Éducation, Dakar.

INDEX

Index géographique : Sénégal

AUTEUR

A. RACINE SENGHOR

Secrétaire exécutif du réseau ARCHES.